

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CGT

des personnels des services publics du 94

mercredi 18/02 - 9h/13h

Édito

MDS - CRÉTEIL

 **La CGT** 
revendique

La Fonction publique est un bien commun, utile et nécessaire pour répondre aux besoins de la population. Elle est un rempart face aux discriminations et aux inégalités.

Lecornu, pantin articulé de Macron, impose un budget d'austérité et de casse dans la Fonction publique : environ 2 milliards en moins pour les collectivités territoriales, 4000 postes d'enseignantes en moins, le refus d'un statut pour les AESH et rien pour la santé. Faire la guerre aux inégalités et aux systèmes de violences dans notre société ne sont donc pas une priorité pour le gouvernement. Sur notre territoire, ces décisions ont des conséquences concrètes qui sont d'ailleurs observables depuis des années. Avec ce budget, l'année 2026 promet d'être encore une année chaotique pour la Fonction publique et les agent-es publics.

Pour autant, la CGT et les personnels ne sont pas résignés. Ensemble, œuvrons à partir de constats partagés à la construction de mobilisations permettant de faire entendre nos voix et de gagner de nouveaux acquis. Pour cela, la CGT organise une assemblée générale des personnels de la Fonction publique dans le Val-de-Marne qui sera suivie d'une conférence de presse.

Ne regardons pas en bas, c'est là-haut qu'on nous broie... ON LÂCHE RIEN !

**L'AUGMENTATION DU POINT
D'INDICE À 6€**

**LA FIN DU JOUR DE CARENCE ET DES
-10% EN CAS DE MALADIE**

**L'EMBAUCHE ET LA TITULARISATION
DE PERSONNELS SANS CONDITION
DE NATIONALITÉ**

**L'ÉGALITÉ SALARIALE ET LA
REVALORISATION DES FILIÈRES
FÉMINISÉES**

**LA FIN DES POLITIQUES
D'AUSTÉRITÉ, LE DÉVELOPPEMENT
DES SERVICES PUBLICS UTILES À LA
POPULATION**

**UN FINANCEMENT 100% SÉCURITÉ
SOCIALE POUR LE SANITAIRE ET LE
MÉDICO-SOCIAL**

**LE MAINTIEN DES LITS, DES
STRUCTURES, ET DES PLACES**

**L'OUVERTURE D'UNE MATERNITÉ
PUBLIQUE EN VAL-DE-MARNE**

**UN STATUT DU FONCTIONNAIRE
RENOUVELÉ ET RENFORCÉ, POUR
ASSURER UN SERVICE PUBLIC DE
QUALITÉ**



Un constat partagé dans les trois versants de la f

Les services publics territoriaux : ces invisibles nécessaires du quotidien

S'il est de coutume d'entendre parler des écoles et des hôpitaux, il en est beaucoup moins d'entendre parler des services de l'animation, de l'eau, des routes, de l'état civil, de l'entretien, des jardins et des parcs, du social, des cimetières... Pourtant, ce sont des services publics utilisés au quotidien par la population. Sans ces services, pas d'accueil dans les écoles, pas de restauration scolaire, pas de routes entretenues, pas de services de propreté, pas de contrôle de l'eau, des égouts...

Depuis la loi de transformation de la Fonction publique du 6 août 2019 et les multiples politiques d'austérité menées par les différents gouvernements, la CGT constate de profonds changements qui s'attaquent aux fondements de la Fonction publique entraînant des conséquences néfastes sur le service rendu à la population, sur les conditions de travail des agent-es ainsi que sur leur rémunération.

Concernant les recrutements, la nature de l'emploi a changé. **Aujourd'hui, 1 agent-e sur 5 est embauché-e comme contractuel-le (CDD ou CDI).** Les femmes sont souvent les plus concernées par ce type de contrat : dans l'animation, la petite enfance, l'entretien, l'action sociale, la protection de l'enfance... Ces emplois précaires se retrouvent aussi bien chez les cadres (A) que chez les ouvriers/employés (C).

La rémunération des agent-es de la Fonction publique territoriale a baissé depuis plusieurs années à cause de l'inflation ainsi que du tassement des grilles et leur non-revalorisation.

La CGT constate au quotidien, dans les collectivités du 94 : une baisse des effectifs, un recours aux précaires (contractuel-les ou vacataires), des fermetures et mutualisations de services.

Très peu de collectivités développent des services publics. Parfois par manque d'ambition, souvent au nom d'une politique libérale, mais aussi parce que les budgets des collectivités sont sans cesse attaqués et réduits. Un grand nombre de collectivités gèrent donc « la crise d'austérité » mise en place par l'Etat lui-même au profit du secteur privé et marchand.

Les personnels soutenu-es et organisé-es par la

CGT ne se résolvent pas à la casse de la Fonction publique et des services publics. Ils et elles s'organisent et construisent des luttes, tant au niveau local que national ! Les syndicats CGT sont présents dans chaque ville. Ils se regroupent au sein de la Coordination Syndicale Départementale tous les mois pour échanger et construire des mobilisations communes.

La fonction publique hospitalière au niveau national et dans le Val-de-Marne

La FPH regroupe l'ensemble des fonctionnaires et contractuel-les, techniques, administratifs, soignant-es, médecins, qui travaillent dans les établissements sanitaires (Hôpital, CHU, Maternité...) et médico-sociaux (foyer de l'enfance, Maison d'accueil Spécialisée, Foyer d'Accueil Médicalisé, EHPAD...).

Sur le papier, les effectifs de la FPH ont augmenté de 7,6% entre 2011 et 2022, pour se stabiliser à 1 213 900 agents. Mais, avec 180 000 postes vacants, les agent-es présent-es ont de plus en plus de difficultés pour faire face à l'augmentation de la population (+5,6% sur la période) associée à l'augmentation des besoins dû au vieillissement.

Les agents de la FPH disposent en moyenne de 27,2 jours de repos par an (31,7 dans l'ensemble des FP et 25,5 dans le privé). Dans le mois, plus de 50% ont travaillé un samedi ou un dimanche, et 12% de nuit. 78% sont des femmes et leur salaire est inférieur à celui des hommes de 18,3% (-10,5% dans l'ensemble des FP). Si le salaire des agent-es de la FPH a numériquement augmenté ces dernières années (notamment dû aux mobilisations de 2020 post-COVID) il diminue en « euros constants », traduisant une perte de pouvoir d'achat (-0,4% entre 2021 et 2022 et -1,4% entre 2022 et 2023).

Pour 2026, le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale du gouvernement soutenu par la droite et le Parti Socialiste, et l'abstention des verts, prévoit un financement inférieur à l'inflation et aux besoins. Cela va se traduire par des difficultés accrues de fonctionnement pour les structures sanitaires et donc une dégradation des conditions de travail pour les professionnels et de soins pour les usager-es.

Le budget de l'Etat prévoit d'importantes suppressions de financement des collectivités territoriales qui financent, en partie, les structures médico-sociales. Pour compenser ces pertes, ce sont les résident-es, les usager-es et leurs familles qui seront mis à contribution. Ce budget aura donc des conséquences sur le médico-social avec une dégradation des conditions de travail, de la qualité des accueils et de la prise en charge ainsi qu'une augmentation des coûts pour la population.

Le Val-de-Marne est particulièrement concerné. C'est le 2ème plateau de soin et médico-social de France (derrière Paris). Il compte 26730 agent-es FPH en 2022 réparti-es entre Hôpitaux et structures médico-sociales. Mais, avec 1 419 531 habitant-es, le Val-de-Marne est un désert médical (1 agent-e pour 53,1 habitant-es) avec des spécialités particulièrement sous-dotées : maternité, pédopsychiatrie et soins palliatifs. Depuis l'arrivée de la droite au Conseil Départemental, le médico-social souffre de sous-financement, ce qui entraîne des conséquences de la petite enfance au grand âge.

Pour lutter, la CGT est structurée avec des syndicats locaux dans les établissements, une Union Départementale des syndicats de la santé et de l'action sociale et, au niveau national, une Fédération santé action sociale. Cela permet de l'entraide et de coordonner nos actions.

Éducation Nationale : la casse de l'école publique s'accroît

1/ Des moyens largement insuffisants

- Le taux de remplacement dans le 94 est en deçà du taux académique (dans le 1er degré : 73,85%). Pourtant, le gouvernement, prévoit de supprimer des milliers de postes !

- Le nombre d'AESH est insuffisant. 3000 élèves ne sont pas accompagnés. Encore une fois, le Val-de-Marne est le département le plus en souffrance avec environ 30% d'élèves qui ont droit à un accompagnement mais qui n'en bénéficient pas. Cette situation engendre une maltraitance institutionnelle pour les personnels, les élèves et leurs familles. Dans le 1er degré, il faudrait au moins 3000 AESH supplémentaires pour couvrir les besoins et stopper cette politique discriminante !

2/ Une dégradation généralisée des conditions de travail

Alors que le gel du point d'indice entraîne un réel décrochage, la seule solution proposée par le ministère est de travailler davantage. Il y a donc bel et bien un appauvrissement constant des personnels de l'Education Nationale.

Les conditions d'exercice se dégradent sans cesse avec notamment l'augmentation du nombre d'élèves par classe, l'augmentation de la charge de travail, l'élargissement des zones d'affectation, l'accumulation de contre-réformes...

A cela s'ajoute l'indigence des collectivités territoriales qui subissent des baisses de budget et des choix politiques les empêchant d'entretenir, de rénover et de construire les établissements. Nombre d'entre eux présentent un réel danger pour les élèves et personnels (plateaux techniques qui ne sont pas aux normes, absence de système d'aération, absence d'isolation, moisissures, amiante...).

3/ Un statut sans cesse attaqué

Les nombreuses tentatives pour réformer le statut de fonctionnaire d'Etat se doublent d'une contractualisation massive des personnels.

Dans le département, en 2024, 7% des enseignant-es du 1er degré et 30 % du second degré sont contractuel-les. Ce chiffre en constante augmentation entraîne une concurrence entre les personnels et crée une main d'œuvre corvéable et précaire. D'autres personnels, comme les AED et AESH, se voient refuser la création d'un statut de catégorie B.

En attaquant ces agent-es, cette politique illustre une volonté de casser le service public afin de mieux le livrer au privé.

Pour lutter contre ces attaques et faire valoir un syndicalisme de transformation au sein de l'Education Nationale, la CGT Educ'action 94 s'organise de façon intercatégorielle et interprofessionnelle. Nous sommes présent-es dans plus de 130 écoles et établissements scolaires du Val de Marne afin de faire valoir notre vision du syndicalisme de lutte, de classe et de masse. C'est tout-es ensemble que nous ferons triompher une école publique, gratuite et émancipatrice !

PROGRAMME DE LA MATINÉE :



8h30 - Accueil des participant-es autour d'un café

9h15 - Mot de bienvenue et contexte général

9h45 - Table ronde n°1 : L'état des services publics dans le 94 en 2026

11h15 - Table ronde n°2 : Quelles perspectives de lutte pour défendre nos services publics ?

12h30 - Conclusions

INFORMATIONS PRATIQUES

Pour t'inscrire, envoie un mail à ton syndicat :

csd94@outlook.fr pour la fonction publique territoriale

usdvdm@gmail.com pour la fonction publique hospitalière

94@cgteduc.fr pour l'Education Nationale

Pour te rendre à la Maison des Syndicats : 11-13, rue des Archives à Créteil

En transports : métro ligne 8 (Créteil - Préfecture)

bus 181 (Lycée Saint-Exupéry), bus 117 et 308 (Préfecture)

TVM (La Haye aux Moines)

En voiture : possibilité de se garer au parking Préfecture/La brèche (3 heures gratuites)